

L'impact de la séparation dans la réalité diocésaine française*

MATHILDE GUILBAUD

Université Lille 3
mathilde.guilbaud@laposte.net

Résumé: La loi de séparation de 1905 s'inscrit dans une logique de rupture très nette, en mettant fin simultanément au Concordat et à la politique anticléricale de contrôle de l'Église par l'État. L'entrée en application de la loi, au mois de décembre 1906, fait craindre une grave crise politico-religieuse. En réalité, l'apaisement recherché simultanément par le clergé et par les autorités locales permet à la vie paroissiale de se poursuivre sans changement majeur avec la période précédente. La séparation a pourtant entraîné deux ruptures importantes et durables pour l'Église de France, la liberté et la pauvreté. Pour édifier l'autonomie matérielle de leurs diocèses, les évêques sont contraints de s'appuyer sur les laïcs, qui prennent après 1905 une place nouvelle au sein de l'Église de France. Mais la liberté acquise par les évêques pour la gestion du clergé et du territoire diocésain se heurte à la force de résistance du clergé et des populations, imprégnés des habitudes concordataires.

Mots-clés: Loi de séparation de 1905, Laïcité, Église catholique française.

Resumo: A lei de separação de 1905 inscreve-se numa clara lógica de ruptura, pondo fim simultaneamente à Concordata e à política anti-clerical do controle da Igreja pelo Estado. A entrada em vigor da lei em Dezembro de 1906, fez temer uma grave crise político-religiosa. Na verdade, a conciliação procurada simultaneamente pelo clero e pelas autoridades locais permitiu que a vida paroquial continuasse sem grandes mudanças em relação ao período anterior. A separação introduziu duas rupturas importantes e duradouras relativamente à Igreja francesa, a liberdade e a pobreza. Para construir a autonomia material das suas dioceses, os bispos são obrigados a contar com os leigos, que após 1905 ocupam um novo lugar no seio da Igreja. Mas a liberdade conquistada pelos bispos para a gestão do clero e da diocese teve de enfrentar a resistência do clero e povo, por causa dos seus hábitos concordatários.

Palavras-chave: Lei da Separação de 1905, Laicidade, Igreja Católica francesa.

* Texte résultant de la communication présentée au Congrès international d'histoire «Religião, Sociedade e Estado: 100 Anos de Separação» qui s'est tenue à Lisbonne, à l'Université Catholique Portugaise, 13-16 avril 2011.

Abstract: The law of separation from 1905 clearly represents a rupture, by ending both the Concordat and the anti-clerical control of the Church by the State. The entry of the law in December 1906, raised the fear for a serious political and religious crisis. In fact, the conciliation sought both by the clergy and local authorities allowed the parish life to continue without major changes from the previous period. The separation made two important and lasting ruptures on the French church, freedom and poverty. To build the material autonomy of their dioceses, the bishops were forced to rely on the laity, that after 1905 occupied a new place within the Church. But the freedom won by the bishops for the management of the clergy and the diocese had to face the resistance of the clergy and population, because of the Concordat.

Keywords: Law of Separation of 1905, Secularism, French Catholic Church.

Introduction

Cette réflexion s'appuie sur mon travail de thèse. J'ai étudié les effets de la loi de la séparation dans deux diocèses, ceux de Meaux et de Versailles. Situés dans les environs de Paris, ces diocèses sont particulièrement marqués par l'indifférence religieuse. J'ai limité mon étude à la période qui suit immédiatement le vote de la loi, de 1905 à 1914.

La problématique centrale de ma thèse consiste à interroger le contraste entre la dimension mythique de la loi de séparation et la réalité de son application.

Lors du vote de la loi, la valeur symbolique de la séparation était clairement affirmée et perçue par tous les acteurs contemporains. La dramatisation même du terme «séparation» reflète les affrontements idéologiques majeurs qui accompagnent le projet de rupture du Concordat. Présentée comme une rupture radicale, l'idée de séparation suscite les lyrismes antagonistes des anticléricaux et des catholiques.

Pourtant, la loi telle qu'elle est finalement votée est profondément libérale, et sa mise en place ne perturbe que très brièvement les conditions d'exercice du culte qui, sitôt l'établissement d'un nouveau *modus vivendi*, se poursuit sans véritable rupture avec la période concordataire.

C'est d'abord ce paradoxe que j'ai voulu interroger: comment le discours de guerre civile s'est-il articulé avec des pratiques locales faites de compromis ou de conciliation? Comment passe-t-on de l'un à l'autre?

Il convient de se pencher d'abord sur les raisons pour lesquelles la loi, véritable rupture, semblait devoir provoquer une crise, avant d'expliquer pourquoi l'application de la loi s'est déroulée paisiblement, ce qui ne saurait masquer les réelles nouveautés introduites par la loi de séparation.

La rupture de la séparation, prélude à une guerre civile ?

Le principe même de la séparation, une loi dirigée contre l'Église catholique

La loi de séparation, votée en 1905, s'inscrit dans une logique de rupture très nette. Réclamée par les forces anticléricales, préparée par des projets nettement dirigés contre l'Église catholique, elle effraie les catholiques qui craignent la persécution. La hantise d'un renouvellement de la politique religieuse révolutionnaire alimente les craintes les plus extraordinaires parmi les catholiques. Ces fantasmes expliquent, dans une large mesure, le rejet de principe de la séparation par le clergé. En interdisant, au mois d'août 1906, la formation des associations cultuelles, qui constituaient un élément central de la loi, le pape Pie X met l'Église de France dans une situation d'insoumission à la loi qui fait craindre de graves troubles, certains prédisent même une guerre civile.

L'absence d'associations cultuelles entraîne toute une série de conséquences très graves pour l'Église catholique, et l'entrée en application de la loi, au mois de décembre 1906, s'opère dans un contexte très conflictuel.

La théâtralisation des expulsions hors des bâtiments diocésains

Accompagnées par des discours catholiques qui en dramatisent l'enjeu, les expulsions des évêques hors de leurs palais épiscopaux, qui se déroulent dans toute la France entre le 11 et le 20 décembre 1906¹, prennent un caractère spectaculaire. A Paris, 15 000 manifestants escortent le vénérable archevêque, le cardinal Richard, hors de sa résidence officielle. A Meaux, l'évêque Mgr de Briey, âgé de 85 ans, affaibli et malade, s'évanouit dans les bras du sous-préfet venu lui signifier son expulsion, après avoir protesté sur ce ton:

«C'est honteux, Monsieur le Sous-Préfet. J'en rougis pour la France, pour le gouvernement, pour vous. (...) Chasser de sa demeure, que lui assurait un traité solennel passé avec l'Église, un Évêque, un vieillard de quatre-vingts ans, qui depuis trente ans pouvait s'y croire chez lui! Violer, déchirer brutalement un pacte au bas duquel la France avait mis sa signature, qu'elle renie aujourd'hui, c'est honteux! (...) Monsieur le sous-préfet, je reste. (...) Je ne regrette pas mon palais, mais je maintiens mon droit».

1 De manière exceptionnelle, quelques évêques choisirent de louer leur ancienne résidence épiscopale, mais seulement dans un second temps, après la guerre. C'est le cas de Mgr le Camus, archevêque de Rouen, qui reçut dans les années 1920 l'autorisation de louer l'ancienne résidence épiscopale; Jacques-Olivier Boudon, «Mgr Fuzet, entre Concordat et Séparation», et «La rétrocession de l'archevêché de Rouen dans les années 20», *1905-2005: histoire et actualité de la loi de séparation des Églises et de l'État*, colloque organisé par l'Université de Rouen, 7 et 8 octobre 2005. Au Puy-en-Velay, le rachat des bâtiments historiques du palais épiscopal et du Grand séminaire est opéré après la guerre, par l'entremise d'un vicaire général, Mgr Frédier; entretien avec le Père Cubissol, responsable des archives historiques de l'évêché du Puy.

Et le rédacteur du journal de l'évêché conclut avec une emphase non dépourvue d'une petite note antirépublicaine et antisémite :

«Et voilà, comment en l'an 1906, un sous-préfet juif au service de la République, chassa de sa demeure un vieillard de quatre-vingt ans, un évêque qui porte sa crosse vénérée depuis trente ans, un gentilhomme français, dont les glorieux ancêtres ont versé leur sang pour le Christ et pour la France sur les champs de bataille des Croisades»².

En pratique, les évêques sont rapidement relogés grâce à la générosité des riches catholiques de leur diocèse³. De plus, bien souvent, ces expulsions avaient été anticipées et préparées, comme à Versailles où les administrateurs du diocèse avaient acheté, dès 1905, avec les fonds fournis par une généreuse diocésaine, une vaste propriété mise aux enchères à la suite des lois anticongréganistes. Mais le nouvel évêque, Mgr Gibier, tient à attendre d'être expulsé par la force de l'évêché concordataire, puis il soutient, dans une «lettre sur la persécution religieuse»⁴, distribuée sous forme de brochure aux habitants du diocèse, qu'il s'est réfugié dans un bâtiment en «ruines». L'évêque décrit des expulsions réalisées «au mépris de toute justice, de toute humanité et de toute convenance», et il ne craint pas de surenchérir:

«Hélas! à peine avons-nous, pour vous écrire, une table où appuyer notre main, et l'encre qui coule de notre plume s'efface en quelque sorte sous les larmes qui tombent de nos yeux!»

S'ajoutant à ces expulsions spectaculaires, les «délits de messe», qui se déroulent au même moment, apparaissent bien plus graves, puisqu'ils concernent toutes les paroisses de France.

L'affaire des «délits de messe», emblématique mesure de persécution?

En l'absence d'associations cultuelles pour prendre possession des églises et déclarer les réunions cultuelles, les églises auraient pu être fermées, voire désaffectées⁵. Mais, craignant la confrontation, le gouvernement refuse le conflit sur le terrain de

2 «Histoire contemporaine», *Semaine religieuse du diocèse de Meaux*, 22 décembre 1906.

3 Mgr Richard par Denys Cochin, dans un hôtel particulier rue de Babylone, Mgr de Briey par Monsieur Dassy, Mgr Gibier dans un immeuble acheté quelques jours après le vote de la loi en 1905. A Périgueux, l'évêque, expulsé par la force le 21 décembre, se réfugie dans un premier temps chez une fidèle, Madame Donneau, à laquelle il fera décerner la Croix du Chapitre du Latran en 1908; Pierre Pommarède, *La Séparation de l'Église et de l'État en Périgord*, Périgueux, Fanlac, 1977, p. 611 et p. 620. A Reims, le cardinal Luçon, qui avait dû «se réfugier dans un faubourg de la ville», se voit offrir par un généreux catholique, en 1913, un immeuble situé près de la cathédrale; «S.E. le cardinal Luçon a pris possession de son nouveau palais archiépiscopal», *S.R. Meaux*, 29 novembre 1913.

4 *Semaine religieuse de la ville et du diocèse de Versailles*, 23 décembre 1906.

5 Loi de séparation de 1905, article 13, alinéa 5: «Les immeubles autrefois affectés aux cultes et dans lesquels les cérémonies du culte n'auront pas été célébrées pendant le délai d'un an antérieurement à la présente loi, ainsi que ceux qui ne seront pas réclamés par une association cultuelle dans le délai de deux ans après sa promulgation, pourront être désaffectés par décret.»

l'exercice du culte. Il confirme la persistance de l'affectation cultuelle des églises, et interdit leur fermeture arbitraire par les municipalités. Mais que les églises restent ouvertes et à la disposition des fidèles ne signifie pas que l'exercice du culte y soit automatiquement légal. Pour sortir de l'impasse constituée par l'absence d'associations cultuelles catholiques, et permettre aux catholiques de continuer à célébrer légalement la messe dans les églises, le gouvernement assimile la célébration de la messe à une réunion publique. On demande donc aux catholiques de faire pour la messe une déclaration de réunion publique auprès de la mairie, comme le prévoit la loi du 30 juin 1881. Or le pape, refusant d'admettre l'assimilation des réunions cultuelles à des réunions publiques, interdit aux prêtres d'effectuer une telle déclaration. Face à ce refus catholique, le gouvernement durcit le ton et invite les parquets à constater les infractions à la loi de 1881, créant ainsi ce que l'on appelle, improprement, le « délit de messe ». L'Église de France s'engage alors dans un bras de fer avec le gouvernement. Entre le 13 et le 20 décembre 1906, les commissaires de police et les gardes-champêtres dressent plusieurs milliers de procès-verbaux dans toute la France⁶. Dans le seul diocèse de Versailles, qui compte environ 600 paroisses, plus de deux cents procès-verbaux sont dressés à des prêtres ayant célébré la messe sans déclaration⁷.

Mais paradoxalement, l'épisode des délits de messe manifeste la volonté de conciliation de tous les acteurs. Dans de nombreuses communes, surtout les plus petites, les manœuvres gouvernementales suscitent une profonde incompréhension. Souvent, le curé et le maire semblent également perplexes face à une situation juridique pour le moins complexe. Tout d'abord, les maires répugnent à faire dresser des procès-verbaux, certains même refusent de le faire⁸. Pour leur part, les prêtres adoptent le plus souvent une attitude strictement passive. Certains d'entre eux prennent peur et refusent de continuer à célébrer la messe, révélant alors leur grand légalisme, le malaise qu'ils éprouvent à enfreindre les lois, si peu que ce soit. Enfin, bien que les évêques aient interdit aux prêtres et aux catholiques de déclarer les messes, l'on assiste néanmoins à un grand mouvement de déclarations de messe: plus de 150 déclarations dans le diocèse de Versailles. Ces déclarations sont faites par des individus très divers, des laïcs catholiques ou au contraire des anticléricaux, bien souvent par les maires eux-mêmes.

6 Au plan national, plusieurs auteurs parlent de 40 000 contraventions, «selon certaines statistiques», qui ne sont pas citées; Alec Mellor, *Histoire de l'anticléricalisme français*, 1966, MAME, Tours, p. 410; Louise-Violette Méjan, *La séparation des Églises et de l'État. L'œuvre de Louis Méjan, dernier directeur de l'administration autonome des Cultes*, Paris, PUF, 1959, p. 412. Pierre Pommarède évoque un «défaut de bilan officiel»; *La Séparation de l'Église et de l'État en Périgord*, op. cit.

7 Le dossier conservé aux Archives départementales des Yvelines est très incomplet. Nous n'avons de détails que pour l'arrondissement de Mantes, et plusieurs cantons manquent en partie ou totalement: Rambouillet, Corbeil, Boissy, Longjumeau, Étampes, Milly; Archives départementales des Yvelines, 1V 312.

8 Dans la paroisse de Saint-Illiers-la-Ville, le maire écrit au préfet: «Je n'ai point fait de contraventions au curé Lemoine. J'ai été le voir le 14 décembre pour lui communiquer vos ordres et il m'a promis de ne point célébrer le culte jusqu'à nouvel ordre. Dimanche dernier, j'étais absent et il a dit sa messe quand même. Je n'avais point commissionné l'adjoint, ayant cru en la parole du curé, et je crois qu'il aurait été bien embarrassé, d'autant plus qu'il est chantre. Je n'ai pas de garde champêtre.»; *idem*.

Elles sont, dans tous les cas, motivées par une volonté d'apaisement, par le désir d'éviter les troubles et d'assurer la paix publique. Les autorités publiques elles-mêmes donnent des instructions de modération: les contraventions concernent surtout les plus grandes villes, et aucune mesure disciplinaire ne doit être prise à l'égard des maires réfractaires. Finalement, la plupart des procès-verbaux ne donne pas lieu à des poursuites. Les rares amendes acquittées par les prêtres condamnés furent même finalement remboursées⁹. En fait, constatant l'intransigeance de l'Église, et surtout l'impossibilité de poursuivre tous les prêtres célébrant la messe en France, le gouvernement finit par céder. Les contraventions cessent le 21 décembre, et la loi du 28 mars 1907 consacre finalement le droit de réunion sans déclaration préalable. Parce que les parlementaires ne consentent pas à cesser d'assimiler les réunions cultuelles à des réunions publiques, ce sont toutes les réunions publiques qui bénéficient finalement d'un assouplissement législatif. Jacqueline Lalouette remarque que «la résistance des catholiques eut donc pour effet indirect de rendre plus libérale la législation sur le droit de réunion»¹⁰.

Cet exemple même des délits de messe illustre le caractère paradoxal de la mise en application de la loi, et l'intervention, au-delà des autorités civiles et religieuses, d'un troisième acteur, la population locale, qui, en déclarant les messes, montre son refus du conflit.

En pratique, l'application de la loi manifeste la volonté de compromis de tous les partenaires en présence.

La construction d'un compromis

En premier lieu, les longs débats et le soin qui fut apporté à l'élaboration de la loi en font un texte profondément libéral. En outre, confronté à l'absence de cultuelles catholiques, le gouvernement opère un certain nombre d'adaptations réglementaires et législatives pour permettre au culte catholique d'exister dans un cadre légal. Le régime de la séparation est complexe, car il est le fruit d'une construction qui ne repose pas uniquement sur la loi de 1905 mais sur une série d'autres dispositions. À partir de 1905 s'édifie progressivement un «statut légal du culte catholique en droit français»¹¹, qui s'opère par la construction d'un compromis durable entre l'Église et l'État. Le gouvernement amende la loi sur plusieurs points¹²; il garantit la jouissance

9 La Cour de cassation cassa les jugements de condamnation, considérant qu'il y avait non lieu à statuer: Jules Challamel, «Histoire du délit de messe», *Revue d'organisation et de défense religieuse*, 1907. Sur ce point, voir Archives Nationales, BB¹⁸ 6553, «Propositions d'amnistie relatives aux délits commis en infraction à la loi de Séparation».

10 Jacqueline Lalouette, *L'État et les cultes, 1789-1905-2005*, Éditions La Découverte, 2005, p. 85.

11 Jean Kerlévéo, *L'Église catholique en régime français de séparation*, Aire-sur-la-lys, Jean Mordacq, 1951, tome 1, *L'occupation des églises par le desservant et les fidèles*, p. XV.

12 Émile Poulat, se référant à toutes les circulaires de l'année 1906, caractérise une «laïcité sur mesure»; *Notre laïcité publique: «La France est une République laïque»*, Paris, Berg International, 2003, p. 138.

des lieux de culte au clergé et aux fidèles, il renonce rapidement à verbaliser l'exercice du culte, il admet enfin que la question de la location des presbytères puisse donner lieu à de lentes négociations locales entre curés et maires.

Car sur le terrain local, comme l'affaire des délits de messe permet de le constater, les municipalités cherchent également l'apaisement. Même dans les régions très peu pratiquantes que j'ai étudiées, les populations, représentées par leurs municipalités, tiennent à conserver un curé et des cérémonies cultuelles régulières, dans l'église municipale. La question des édifices du culte manifeste d'ailleurs encore le souci de conciliation des autorités publiques. En l'absence de cultuelles catholiques, les églises, qui sont propriété municipale, doivent être entretenues par les communes elles-mêmes. Cette charge financière étant très lourde, la loi du 31 décembre 1913 élargit les conditions de classement à l'inventaire des monuments historiques, permettant à l'État de contribuer à l'entretien de nombreuses églises rurales. Paradoxalement, l'État n'a jamais tant contribué à la conservation et à l'entretien des édifices du culte catholique que depuis la loi de séparation des Églises et de l'État, situation très avantageuse pour l'Église catholique qui a conservé la jouissance de bâtiments dont elle n'assume plus l'entretien.

L'Église accepte de négocier

Mais les autorités civiles ne sont pas les seules à faire preuve de souplesse : malgré l'intransigeance pontificale, on constate que l'Église elle-même refuse d'entrer en conflit ouvert. Ainsi, au mois de février 1906, alors que les inventaires opérés dans les églises donnent lieu à quelques affrontements entre des laïcs belliqueux et les forces de police, les autorités religieuses désavouent ces « apaches » et recommandent au clergé d'adopter une attitude dite de « résistance passive », permettant aux opérations de se dérouler paisiblement. Dans les deux départements que j'ai étudiés, l'opération des inventaires, comme l'affaire des « délits de messe », ne provoque aucune crise. Tout en condamnant les principes de la loi, les membres du clergé sont, comme les maires, attachés à maintenir, par le dialogue et malgré la rupture réglementaire, les équilibres établis du temps du Concordat. D'ailleurs, la totalité des membres du clergé, dans les deux diocèses, demande à bénéficier des pensions et des allocations transitoires prévues par la loi.

Le caractère progressif de la cessation du budget des cultes contribue à créer une atmosphère de relative continuité, qui se manifeste également avec les presbytères. En effet, si les évêques et les séminaristes ont été expulsés des bâtiments publics dans les villes épiscopales, les presbytères communaux continuent d'être occupés par les curés ; avec l'approbation des évêques, les curés acceptent de payer un loyer pour des locaux qu'ils occupaient pourtant gratuitement sous le Concordat. Ces loyers font l'objet de

longues négociations entre les maires, les curés et les évêques. Paradoxalement, l'Église se trouve ici en position de force, car la question des presbytères est liée à celle de la présence d'un prêtre résident dans la commune, dans un contexte de crise des vocations sacerdotales, particulièrement sensible dans ces deux diocèses.

Dans le diocèse de Versailles, on assiste à un véritable dialogue entre l'évêché et les municipalités. La présence d'un presbytère mis à disposition par la municipalité à un tarif raisonnable est posée par l'évêque comme condition à la nomination ou au maintien d'un curé résident, et ce sont les paroissiens qui doivent fournir les ressources suffisantes au curé pour qu'il puisse vivre et se loger. On voit les maires informer l'évêque de la mise à disposition du presbytère¹³, de son tarif de location¹⁴, puis le remercier lors de la nomination du curé¹⁵.

En résumé, sur le terrain paroissial, clergé et autorités locales dialoguent dans un esprit d'apaisement et les solutions trouvées aux nouveaux problèmes juridiques, concernant notamment le logement du clergé et l'exercice du culte, permettent à la vie paroissiale de se dérouler, au moins aux yeux des habitants, comme par le passé. C'est d'ailleurs cette permanence qui explique le dénouement politique rapide de la question de la séparation. Sitôt la loi votée, elle cesse de représenter un enjeu politique pour ses partisans, et le succès des radicaux aux élections législatives de 1906 semble valoir comme une ratification populaire de la loi.

En réalité, la loi de séparation porte en germe des transformations profondes dans le rapport de l'Église et de l'État.

De radicales nouveautés pour l'Église: liberté et pauvreté?

Le nouveau régime introduit par la loi de séparation représente indéniablement une nouvelle donne pour l'Église, ouvrant la voie à de possibles transformations de l'institution elle-même. Les deux véritables ruptures qu'entraîne la séparation sont pour l'Église, la liberté et la pauvreté. Nous examinerons successivement ces deux aspects.

Une liberté toute relative, entre reprise en main par Rome et persistance des habitudes concordataires

Pour une partie du monde catholique, la loi de séparation, en rompant les chaînes concordataires, représentait une occasion pour l'Église d'en finir avec la soumission à

13 Monsieur de Leudeville, maire de Leudeville, informe l'évêque, le 15 mars 1907, que le presbytère, qui appartient en propre à la famille du maire, est mis à la disposition du curé; Archives historiques de l'évêché de Versailles, VIIA1. Ce cas montre les limites de la séparation, dans un village où le châtelain catholique et le maire se confondent en une seule personne.

14 Le 20 mai 1907, l'évêque estime que les conditions de location du presbytère de Gazeran sont «acceptables»; *ibid*.

15 Le 16 février 1907, le maire de Bois d'Arcy, où le curé loue le presbytère 150 francs, remercie l'évêché d'avoir nommé un curé; *ibid*.

l'État, de prendre sa liberté, voire pour les plus optimistes, de se régénérer¹⁶, même si la reprise en main des évêques par Rome constitue une limite essentielle à la liberté acquise grâce à la loi de séparation.

Par contre, face à l'État, les évêques, librement nommés par le Saint-Siège, sont désormais les seuls maîtres de leur clergé, de leur diocèse. La séparation renforce l'autonomie de l'évêque dans son diocèse, et contribue à «fortifier l'échelon diocésain»¹⁷, en même temps qu'elle accélère une tendance à la différenciation entre les diocèses. S'ajoutant aux variations interdiocésaines dans la pratique religieuse, la personnalité des évêques et les facteurs démographiques deviennent des facteurs discriminants. La liberté nouvelle des évêques semblait pouvoir donner lieu à une transformation institutionnelle, à de nouvelles formes de gestion du clergé, à de nouveaux rapports avec les fidèles. Dans les deux diocèses étudiés, la nomination de deux nouveaux évêques se traduit par d'ambitieux projets de réorganisation diocésaine.

Pourtant, ceux-ci se traduisent très inégalement dans les faits. Maurice Larkin considère que la séparation constitue une vaste opportunité manquée par l'Église, qui n'a pas su profiter de sa liberté pour se transformer structurellement, notamment pour revoir son organisation territoriale¹⁸. Il est vrai que dans le champ de la gestion du personnel et du territoire diocésain, la volonté de renouveau d'évêques librement nommés par le pape se heurte à la force de résistance du clergé et des populations, imprégnés des habitudes concordataires et soucieux de maintenir un système de desserte qui privilégiait largement les petites communes rurales. Derrière la diversité des formes lexicales et de la nomenclature employée par chaque administration diocésaine pour marquer symboliquement la liberté accordée par la séparation, l'Église conserve les cadres du système concordataire: primauté et autonomie de l'évêque dans son diocèse, maintien d'un maillage diocésain et paroissial assez statique, distinction, au sein du clergé, entre une majorité de desservants amovibles et une petite minorité de curés inamovibles. Certaines particularités concordataires, comme les cures de seconde classe, sont pérennisées d'une manière ou d'une autre.

Le cadre concordataire apparaît comme un ensemble de normes profondément intégré par le clergé comme par les fidèles, et très difficile à modifier. Dans le diocèse de Meaux, on ne constate aucun changement structurel avant les années 1920, tandis que

16 La séparation vient sanctionner des difficultés croissantes de fonctionnement entre Église et État. Pour ceux qui considéraient que depuis le Discordat, le Concordat n'était plus qu'une chaîne pour l'Église, la séparation pouvait apparaître comme une libération, ainsi Julien de Narfon, *Vers l'Église libre*, Paris, Alcan, 1905, p. 360. On peut le constater à travers les positions de plusieurs des personnalités catholiques interrogés par Henri Charriaut; *Après la Séparation – Enquête sur l'avenir des Églises*, Paris, Alcan, 1905, 320 p.

17 Christian Sorrel, «Les évêques à l'heure de la séparation», *La Séparation de 1905, les hommes et les lieux*, sous la direction de Jean-Pierre Chantin et Daniel Moulinet, Éd. de l'Atelier/Les Éditions ouvrières, Paris, 2005, p. 62.

18 Maurice Larkin, *L'Église et l'État en France. 1905, la crise de la Séparation*, Toulouse, Privat, 2005, (première édition en anglais, Londres, Macmillan, 1974), p. 235.

dans le diocèse de Versailles, l'évêque procède par étapes pour opérer une réorganisation partielle, qui reste largement fondée sur le système précédent. L'institution ecclésiale se reconstruit ainsi sous le régime de séparation en se greffant sur les structures administratives mises en place par le Concordat. Une question comme celle des regroupements de paroisses, posée par les évêques dès 1906-1907, n'a d'ailleurs commencé à s'opérer que très récemment, dans les années 2000. Ainsi, la séparation est bien l'occasion d'une profonde remise en cause, mais les questions posées ne débouchent pas sur des réponses dans l'immédiat après séparation.

Le domaine dans lequel les évêques utilisent le plus leur nouvelle liberté est celui de l'organisation diocésaine et des œuvres. En effet, tandis que les différentes mesures introduites par la loi entrent en vigueur, l'Église catholique non seulement survit à la séparation, mais elle connaît même un regain de vitalité. Un des traits les plus marquants du développement catholique dans les années suivant la séparation réside dans la place nouvelle qui est attribuée aux laïcs dans les nouvelles structures diocésaines, et plus particulièrement au sein des œuvres. Cette évolution s'opère néanmoins dans la continuité d'un mouvement antérieur à la séparation, amorcé dès les années 1880 avec le développement des œuvres et des organisations de laïcs¹⁹.

Outre cet aspect structurel, institutionnel et territorial, la vie de l'Église elle-même se développe dans une certaine continuité avec la période précédente. La semaine des délits de messe une fois passée, l'exercice du culte se poursuit avec une remarquable permanence, tandis que les prêtres demeurent dans les presbytères municipaux. La séparation des sphères civile et religieuse a plutôt pour effet de renforcer l'autorité ecclésiastique dans la paroisse, et désormais, au village, l'Église, c'est le curé²⁰.

La pauvreté, un impact à long terme, tempéré par la question des édifices

Si le gouvernement a cédé sur les questions relatives à l'exercice du culte et à l'affectation des églises, il entérine les conséquences matérielles de l'absence d'associations culturelles catholiques, et laisse l'Église de France, désormais privée du budget des cultes, perdre en outre l'immense patrimoine édifié par les catholiques au XIX^e siècle, en même temps que le budget des cultes cesse. Aussi l'Église doit-elle se réorganiser

19 Les thèses qui sont consacrées aux mouvements catholiques et aux œuvres témoignent de la continuité de leur développement entre l'avant et l'après-séparation: Magali della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio-histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue Patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*, thèse de doctorat sous la direction de Laura L. Downs et de Lucetta Scaraffia, LSS-ENS, 2007; Bruno Dumons, *Les Dames de la Ligue des Femmes Françaises (1901-1914)*, Paris, Le Cerf, 2006, 526 p.; Vincent Rogard, *Les catholiques et la question sociale, Morlaix 1840-1914: l'avènement des militants*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1997, 488 p.; Henri Rollet, *L'Action sociale des catholiques en France, 1871-1914*, tome 2, Paris, Desclées, 1958, 405 p.; Jacqueline Roux, *Sous l'étendard de Jeanne. Les fédérations diocésaines de jeunes filles 1904-1945*, Éd. du Cerf, 1995, 320 p.

20 «Sans le vouloir et par l'effet du refus du pape, la loi de 1905 a provoqué une cléricisation de la vie paroissiale»; Émile Poulat, *Notre laïcité publique: «La France est une République laïque»*, op. cit., p. 139.

pour survivre à un appauvrissement considérable et édifier son autonomie financière. Si le cadre juridique d'une partie de cette reconstruction est modifié par la création des associations diocésaines en 1924, l'essentiel de l'œuvre de reconstruction s'opère entre 1905 et 1914, par la mise en place de structures et de méthodes qui représentent des bases durables dans l'histoire financière et immobilière de l'Église.

En ce qui concerne les institutions diocésaines, la générosité et le dévouement de certains catholiques permettent de doter très rapidement les deux diocèses d'un ensemble de structures financières et immobilières durables. Ces institutions ont perduré jusqu'à nos jours, par-delà la formation des associations diocésaines, non seulement pour des raisons juridiques, mais également parce qu'aux yeux des catholiques, méfiants envers l'État, l'opacité d'une telle organisation semblait permettre de prévenir une nouvelle spoliation.

À l'échelon paroissial, la disparition du financement public du culte – faisant place aux inégalités du financement privé, en partie liées aux différences démographiques – pouvait laisser craindre un appauvrissement dramatique des plus petites paroisses et, par la suite, la disparition des prêtres résidents et l'abandon du culte. Or rien de tel ne se produit dans la décennie qui suit la séparation. Certes, avec la suppression du budget des cultes, l'égalité républicaine territoriale qui s'appliquait au culte catholique comme aux autres services publics, disparaît progressivement, mais un ensemble de facteurs empêche les plus sombres pronostics de se réaliser durant les années suivant la séparation. D'une part, du côté de l'Église, la centralisation diocésaine des ressources dues à la générosité des fidèles au titre du Denier du culte et la création d'une caisse interdiocésaine de secours freinent un tel délitement de l'égalité cultuelle territoriale. D'autre part, les maires et les conseils municipaux, représentant des populations plus ou moins pratiquantes, mais, dans l'ensemble, déterminées à conserver leur curé résident et à maintenir les cérémonies cultuelles dans leur église, sont animés par une volonté de dialogue et de négociation.

Les questions financières constituent l'aspect le plus méconnu de l'histoire de la séparation. L'évaluation des pertes subies par l'Église appelle une remarque importante. Le transfert de propriété des biens ecclésiastiques et la suppression du budget des cultes constituent certes une perte pour l'Église et un gain pour l'État, mais l'entretien par les pouvoirs publics de la majorité des édifices cultuels, conséquence imprévue de la séparation, vient obérer la validité du calcul de l'évaluation d'une perte sèche pour l'Église, surtout à long terme. De manière générale, les questions économiques et financières obéissent à des temporalités plus longues que les autres aspects de la séparation, du fait des délais qu'ont nécessités le règlement de l'attribution des biens ecclésiastiques par l'État, ainsi que la progressive adaptation de l'Église à sa nouvelle autonomie financière.

Conclusion

L'étude précise de l'impact de la séparation dans la réalité diocésaine révèle donc que les éléments de continuité avec la période concordataire l'emportent largement, dans un premier temps, sur les éléments de rupture qui structurent le visage de l'Église de France à long terme.

L'entrée en vigueur des dispositions introduites par la loi de séparation apparaît comme une entreprise lourde, multiforme, qui s'étale sur plusieurs années, et contraint Église et État à adopter un certain nombre d'aménagements, pour aboutir à la mise en place d'un premier *modus vivendi*. Si la négociation avec le Saint-Siège, ouvrant la voie à un règlement définitif, ne prend pas place avant l'entre-deux-guerres, une forme de premier compromis fonctionne, à l'échelle locale, dès les années suivant la séparation. Il a été rendu possible grâce à l'esprit de conciliation des autorités publiques, mais également, du moins en ce qui concerne les diocèses de Meaux et de Versailles, grâce à la bonne volonté du clergé, accompagné par les autorités locales. La séparation permet finalement à l'Église catholique et à l'État de passer d'une situation de discordat à l'édification d'un compromis²¹. La pacification progressive des rapports entre Église et État triomphe au moment de la guerre, avec l'Union sacrée.

21 Jean Baubérot estime même que la loi de 1905, en consacrant le passage du premier seuil au second seuil de laïcisation, constitue un des éléments d'un « pacte laïque », qui, s'il n'exclut pas les tensions, et ne crée nullement le consensus, est néanmoins en rupture avec la logique de conflit qui caractérise le XIX^e siècle ; Jean Baubérot, *Histoire de la laïcité française*, Paris, PUF, 2004, p. 75, p. 96.